Jour J-90

REFORME DES FINANCES PUBLIQUES

Basculement du Budget des moyens au Budget-Programme

BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

02/10/2019

5ème revue du programme économique et financier triennal

P2

Le Fmi confirme les bonnes performances de la Côte d'Ivoire

Une mission du Fonds monétaire international a séjourné en Côte d'Ivoire du 18 septembre au 1er octobre 2019 dans le cadre de la 5ème revue du programme économique et financier triennale conclu avec la Côte d'Ivoire.

P3

Énergie, agriculture, éducation, santé…

Duncan entre lobbying économique et diplomatique à New York

CAMPAGNE CACAOYÈRE 2019-2020

P12

Le prix bord-champ du kg de cacao fixé à 825 fcfa

Le Conseil café-cacao va plafonner la production à 2 millions de tonnes

Commission électorale indépendante

P9

Les chantiers qui attendent le nouveau président

5e Forum sur le financement du développement

Les recettes d'Alassane Ouattara pour l'Afrique

Le Chef de l'État a présidé, hier au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire à Cocody, l'ouverture des travaux du 5e Forum sur le financement du développement (Dff 2019) organisé par la Banque mondiale.

Le Président de la République, Alassane Ouattara, a proposé hier ses recettes pour un meilleur financement des économies africaines. C'était à l'ouverture de la 5e édition du Forum sur le financement du développement (Dff 2019) organisée sur deux jours au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire de Cocody. Dans son intervention, le Chef de l'État a exposé les quatre solutions prioritaires que l'Afrique doit avoir en tête. Notamment, l'accélération de la mobilisation des ressources intérieures. Sur ce point, Alassane Ouattara a indiqué « *qu'avec un ratio de recettes fiscales sur le produit intérieur brut (Pib) d'environ 17 % - contre environ 35 % dans les pays développés – l'Afrique a besoin d'améliorer le recouvrement des fonds et taxes pour financer son développement avec ses ressources propres* ». Au dire du Président de la République, la seconde urgence pour le continent pour améliorer le financement de son économie est l'amélioration du climat des affaires, afin d'attirer les investissements privés nationaux et internationaux y compris le capital investissement. Il n'a pas manqué de rappeler les performances de la Côte d'Ivoire en la matière, confirmées et saluées notamment par la Banque mondiale dans son classement du Doing Business. « *La Côte d'Ivoire fait partie des pays ayant accompli les meilleurs progrès dans l'amélioration du climat des affaires* », a-t-il souligné. Alassane Ouattara a également mis en exergue la nécessité de développer les secteurs financiers en adaptant les instruments afin de mobiliser l'épargne publique et privée et en allégeant le coût du crédit notamment pour les petites et moyennes entreprises (Pme), puis en augmentant le montant et la durée de remboursement des prêts. C'est en cela qu'une caisse de dépôt et de consignation vient d'être créée selon le Chef de l'État. Alassane Ouattara en appelle aussi à davantage de contribution des capitaux institutionnels. D'autant plus que la Banque africaine de développement (Bad) indique que les Fonds de pensions et les Fonds souverains africains sont estimés respectivement à 334 et 164 milliards de dollars. Au dire du Chef de l'Exécutif ivoirien, tout cela ne peut se faire que grâce à la sécurité et la stabilité.

Le Chef de l'État a invité le secteur privé et les partenaires techniques et financiers à soutenir davantage les pays africains. (PHOTO : PORO DAGNOGO)

La sécurité : une urgence pour le continent

Alassane Ouattara a tenu à attirer – une fois de plus – l'attention des partenaires techniques et financiers, mais également l'ensemble du secteur privé sur le coût élevé de la sécurité dans un contexte de développement du terrorisme. À ce sujet, il a révélé que certains de ses homologues sont contraints de consacrer jusqu'à 30 % du budget de leur pays pour adresser efficacement ces questions relatives à la sécurité. Rendant difficile les ajustements et investissements à faire. C'est en cela que le Président de la République a sollicité un apport des partenaires techniques et financiers, en renfort des plus de 500 milliards de Fcfa sur cinq ans que les Chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) ont décidé de consacrer à la lutte contre le terrorisme lors du Sommet extraordinaire qu'ils ont tenu le 14 septembre à Ouagadougou au Burkina Faso. Alassane Ouattara de préciser que la moitié des fonds sera mis à disposition par les pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa). Le Chef de l'État a même fait savoir qu'il avait inscrit le sujet à l'agenda des activités du vice-Président de la République, Daniel Kablan Duncan, en marge de la dernière Assemblée annuelle des Nations unies.

La cérémonie a enregistré la participation de plusieurs autres personnalités en plus du vice-Président de la République, Daniel Kablan Duncan et du Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly. Ce sont notamment Hadja Fatimata Ouattara, ministre des NTIC et du Développement de la Poste du Burkina Faso et Bety Ali, ministre de l'Agriculture du Niger. Étaient également présents Karin Finkelston vice-Présidente, Partnership, Communication, and Outreach de la Société financière internationale (Sfi). Mais aussi Coralie Gevers, directrice des Opérations de la Banque mondiale pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, la Guinée et le Togo ; Aliou Maïga, directeur de la Sfi pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Olivier Buyoya, Représentant régional de la Sfi. ■

ABOUBAKAR BAMBA

Agriculture, numérique et transport au menu des travaux

Alassane Ouattara s'est réjoui de la justesse dans le choix des sujets, objets des échanges au cours de cette 5e édition du Dff : l'agriculture, le numérique et le transport. D'autant plus que ces questions sont en parfaite adéquation avec les actions prioritaires du gouvernement ivoirien. Hormis le Programme social du gouvernement (PS-Gouv 2019-2020), le Président de la République a réitéré sa volonté de poursuivre et de renforcer la transformation des matières premières à travers la création de chaînes de valeur, le développement de l'économie numérique dont le potentiel reste sous-exploité et le renforcement des infrastructures de transport. Concernant ce dernier point, Akihiko Nishio, Vice-président de la Banque mondiale en charge du financement du développement, a déclaré que « *l'accès aux transports est une composante cruciale de la transformation sociale et économique de l'Afrique* ». Citant certaines estimations, il a indiqué que près d'un demi-milliard de personnes devraient venir gonfler la population des métropoles africaines à l'horizon 2030. Et que cet afflux d'êtres humains représentera une occasion sans précédent de développement économique, mais uniquement si ces personnes ont accès à des infrastructures de transport urbain durables, fiables et sûres qui leur permettront de participer à la vie économique de leur ville. Relativement à l'agriculture, Akihiko Nishio a souligné qu'en Afrique de l'Ouest, l'agriculture est un secteur extrêmement important, puisqu'il représente 35 % du Pib de la région et 60 % de la main-d'œuvre active. Il a donc invité les pouvoirs publics et le secteur privé à collaborer pour permettre aux agriculteurs et aux producteurs de denrées alimentaires de disposer de meilleurs débouchés. Mais également à la création de chaînes de valeur agricoles dynamiques et concurrentielles – production, transformation et distribution – est un moyen essentiel de créer des emplois et de relever les revenus. Concernant le numérique, le Vice-président de la Banque mondiale en charge du financement du développement a soutenu que le développement de ce secteur a la capacité de modifier la trajectoire de la région. Dans la mesure où une transition rapide vers l'économie numérique est susceptible de stimuler la productivité et le potentiel de croissance des économies africaines et de créer des possibilités d'emploi pour une population jeune qui maîtrise de plus en plus les outils technologiques. C'est en cela qu'Akihiko Nishio s'est réjoui de ce que « *l'Afrique commence à percevoir les avantages de la transformation numérique, en particulier là où la technologie sert à brûler les étapes vers les services modernes* ».

A. B.

La Banque mondiale explore de nouvelles possibilités d'accompagnement

Le ministre en charge de la Promotion des Pme, Félix Anoblé, a présenté hier les ambitions de la Côte d'Ivoire en matière d'accompagnement des opérateurs économiques de petite et moyenne taille à une délégation de la Banque mondiale conduite par Maria Kim, spécialiste principale du secteur privé. Au sortir de l'audience, Félix Anoblé a expliqué que les échanges ont porté sur la conceptualisation du projet de renforcement de la productivité et de l'accès au financement des Pme locales. À en croire le ministre, il s'est agi précisément de discuter des objectifs de développement, du champ d'application, des sources de financement disponibles et du contexte du projet par rapport au cadre de partenariat pays avec l'institution. Il a ajouté que les discussions ont aussi permis d'évaluer les principaux risques inhérents au projet et d'apprécier sa portée pour le secteur privé. Félix Anoblé s'est réjoui du caractère fructueux des échanges qui augurent de lendemains meilleurs pour les Pme en termes d'accompagnement. Le ministre a indiqué que les parties ont convenu de travailler à une mise en œuvre efficace du projet Phœnix de 86 milliards de Fcfa (131 millions d'euros) qui vont être déboursés par le gouvernement ivoirien pour accompagner les Pme. ■

L'État de Côte d'Ivoire et les institutions de Bretton Woods ont une convergence de vues sur l'accompagnement des Pme. (PHOTO : D.R)

A. BAMBA

Sécurisation et lutte contre le flux migratoire

Un commissariat ultra moderne construit à Bloléquin

L'inauguration de la préfecture de police de Bloléquin fera partie des activités du Premier ministre lors de son séjour dans le Cavally.

Le chef du gouvernement mettra en service ce poste frontalier doté d'équipements de dernière génération, à l'effet de maîtriser les flux migratoires à la frontière Côte d'Ivoire-Liberia, de sécuriser les personnes et de lutter efficacement contre la criminalité dans cette zone devenue corrigène depuis la résurgence des crises dans le pays. Une source proche de la préfecture de police de Man qui contrôle ce commissariat, l'un des plus grands avec celui de Gbéléban inauguré le 16 mars par Sidiki Diakité, anciennement ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, s'est félicitée de l'avènement de ce poste qui viendra épauler la gendarmerie pour faire face aux menaces sécuritaires dans le grand ouest en général et à Bloléquin en particulier. « *La sécurité a toujours un impact positif dans les activités socio-culturelles, économiques de toute une zone. Cela est impératif et obligatoire, surtout que la zone de l'ouest et Bloléquin même sortent d'une crise que nous avons connue récemment. Naturellement, les gendarmes sont débordés, car la ville est grande. Avec la présence de la police qui canalise la ville sur environ 10 km du périmètre communal, cela va permettre aux gendarmes d'aller en rase campagne pour faut pour tous les conci-*

Le plus grand poste de police de l'Ouest, avec toutes les commodités requises, bientôt fonctionnel. (PHS : VÉRONIQUE DADIÉ)

toyens», a-t-il expliqué. En effet, dans cette ville, en mars 2018, des heurts avaient éclaté entre les populations et des gendarmes. Cet affrontement avait fait plusieurs morts dont un gendarme, lynché par des jeunes Wê, au motif qu'il avait ouvert le feu sur un motocycliste. La gendarmerie de la sous-préfecture avait été saccagée. L'installation du commissariat de police dans cette circonscription était donc plus qu'urgente pour faire face à ce type de crise devenu très fréquent dans la zone.

Notre informateur a, en outre, plaidé pour que ce grand poste ultra moderne soit un commissariat de police mixte. Cela va permettre, à l'en croire, d'avoir une ouverture officielle sur la frontière. « *Mais n'empêche, si ce n'est pas le cas, naturellement pour apporter la sécurité, les policiers seront avec les autres forces à la frontière. Toutefois, leur mission ne pourra pas être celle d'une mission d'immigration et d'émigration* », a-t-il fait savoir.

Ce poste de police que va inaugurer le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly à Bloléquin est équipé de 35 bureaux et18 violons.

Notons qu'un poste frontière a été construit à Mahapleu, dans la région de Danané ; un autre à Sipilou, et un troisième à Nigouni, près de Tengréla. Sans oublier celui de Gbéléban qui a été inauguré en mars dernier ■

KANATÉ MAMADOU
ENVOYÉ SPÉCIAL DANS LE CAVALLY

Haro sur l'insécurité et le grand banditisme

Au cours de son périple à l'Ouest, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly se rendra à Bloléquin pour l'inauguration du commissariat de police de la ville, apparemment le plus grand dans la zone. Une autre promesse qui vient d'être tenue. La décision de doter le chef-lieu de département de cet édifice remonte à mars 2013, au lendemain d'une série d'attaques dans cette zone frontalière, particulièrement celle des villages frontaliers de Zilebly, Dedjan, Tuambly et Petit-Guiglo qui a causé la mort de nombreux innocents et des éléments des Forces armées de Côte d'Ivoire (Faci). Les forces de l'ordre avaient pris le dessus à l'issue d'intenses combats qui ont permis de mettre hors d'état de nuire le chef milicien Kohou Anderson alias Oulaï Tako, le Tarzan de l'Ouest et sa bande venus du Liberia voisin. Hamed Bakayoko, alors ministre d'État, ministre de l'Intérieur, s'était rendu à Bloléquin le 30 mars 2013 pour les féliciter. Il avait promis, ce jour-là, de doter la ville d'un commissariat de police dont les travaux ont débuté en août 2018. En attendant la fin des travaux, le commissaire Didia Kacou et ses éléments ont été provisoirement installés dans des bureaux administratifs par le directeur général de la police nationale, Kouyaté Abdoulaye, le 30 août 2018. Les agents de police viennent ainsi appuyer les éléments de la gendarmerie et des Forces armées de Côte d'Ivoire (Faci) dans la lutte contre la criminalité dans la région. Celle-ci connaît toujours des violences. En 2018, un gendarme a été assassiné au cours d'affrontements dans la ville. «*Cinq ans après, cette promesse se concrétise. Bloléquin a le plus grand commissariat de toute la région de l'Ouest* », souligne Kaï Léopold, premier adjoint au maire. ■

SAINT-TRA BI
ENVOYÉ SPÉCIAL DANS LE CAVALLY

Sidiki Coulibaly, préfet de Bloléquin:

« Nous nous préparons à communier avec le chef du gouvernement »

Sidiki Coulibaly est tout heureux de recevoir le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly dans son département. Préfet de Bloléquin, il a confié que des réunions et des rencontres seront instamment organisées pour préparer la venue du chef du gouvernement. L'autorité administrative a tenu à rassurer que les populations sortiront massivement pour réserver un accueil chaleureux à la délégation en provenance d'Abidjan et communier avec le Premier ministre. « *Cette une chance que nous avons de voir le chef du gouvernement se déplacer en personne pour venir jusqu'à la frontière libérienne. Nous allons donc saisir cette occasion pour lui présenter nos doléances qui portent notamment sur la construction de certaines infrastructures relatives au bitumage des voies principales de Bloléquin, l'installation de pompes hydrauliques, la fourniture en électricité, sans oublier les infrastructures sanitaires* », a-t-il informé.

Le préfet s'est réjoui de l'inauguration du grand commissariat de la ville. Pour lui, la construction et la mise en service du poste de police est plus que salutaire pour sécuriser la zone jusqu'à la frontière. Et surtout faire face aux crises et affrontements récurrents dans le département. Il a aussi plaidé auprès des autorités pour le bitumage de l'axe Bloléquin-Guiglo qui se trouve dans un état quasi impraticable.

Le chef central des Wê de Bloléquin, Blo Etienne, promet également une forte mobilisation pour accueillir le chef du gouvernement et sa délégation. « *Ce jour, personne n'ira au champ. On sera tous là pour fêter avec le Premier ministre* », a-t-il assuré. Avant de remercier le Président Ouattara pour les actions engagées pour sécuriser leur zone en proie à des attaques régulières. Il s'est, à cet effet, satisfait de la construction de ce poste de police à Bloléquin en vue d'étouffer les éventuelles velléités d'affrontement et d'insurrection. Il a aussi salué le bitumage de l'axe Bloléquin-Toulepleu. « *Pour une distance de 50 km, on passait 3 heures d'horloge sur la route. Avec cette voie, nous sommes plus que contents* », exulte-t-il, tout en appelant ses "frères et sœurs" encore en exil à regagner le pays qui est aujourd'hui stable ■

K. MAMADOU

Infrastructures routières

10 kilomètres de bitume pour Guiglo !

L'arrivée du Premier ministre dans le Cavally est porteuse de grands espoirs pour la région qui souffre d'un important manque d'infrastructures de développement. C'est ce qu'a affirmé, le 9 septembre à son bureau, le préfet de région, préfet de Guiglo, Doumbia Yacouba. En effet, Guiglo - chef-lieu de la région du Cavally - qui n'a presque plus de bitume sur ses voies urbaines bénéficiera de 10 kilomètres de bitume sur les principales artères de la ville. Le premier coup de pioche des travaux sera donné par le chef du gouvernement qui sera en visite dans la région du 3 au 5 octobre.

L'événement est vivement attendu par les populations et les autorités locales, qui disent être fières et mobilisées pour réserver à Amadou Gon Coulibaly un accueil digne de son rang et à la hauteur du bienfait qu'il leur apporte. *«Les populations espèrent qu'il arrivera un moment où elles pourront parcourir tout le département sur du bon bitume. Et apprendre que bientôt ce vœu sera réalisé leur apporte beaucoup de joie. Les populations, comme on le sait tous, ne veulent accéder qu'au bien-être. Et c'est cela l'objectif du Ps-Gouv qui est de rendre concret l'effet de l'embellie économique sur le quotidien des populations. Notre département en bénéficie également et nous en remercions le chef de l'Etat et le gouvernement »*, s'est réjoui le préfet Doumbia Yacouba.

Une des rues du quartier Nickla qui sera bientôt bitumée. (PHS : VÉRONIQUE DADIÉ)

Au niveau des autorités municipales, toutes les dispositions ont été prises pour que le lancement des travaux soit un événement mémorable. *«Les voies à bitumer ont été déterminées de façon collégiale. On y a travaillé avec toutes les autorités et les responsables de communautés ont l'information. Les tronçons à bitumer constituent la ceinture de Guiglo. Un grand quartier de la ville dénommé Nicla bénéficiera aussi de bitume. Et toutes les rues seront reprofilées. Les populations sont très heureuses et nous réservons un accueil des plus dignes au Premier ministre qui a entendu notre cri du cœur »*, s'est réjoui Eloua Douo Cacaoh, le deuxième maire adjoint.

Le bitume à l'intérieur de la ville est certes souhaité, mais les attentes les plus ardentes des populations de Guiglo, en termes d'infrastructures routières, restent la construction de la route entre Guiglo et le département de Taï ainsi que la réhabilitation de l'axe Guiglo-Bloléquin ■

FAUSTIN ÉHOUMAN

ENVOYÉ SPÉCIAL DANS LE CAVALLY

Plaidoyer pour le bitumage de l'axe Guiglo-Taï

La voie menant à Taï, un vrai calvaire pour les automobilistes.

Après l'axe Bloléquin - Toulepleu - frontière, et la route Toulepleu -Bin-Houyé- Zouan-Hounien dont le lancement des travaux se fera par le Premier ministre, au cours de son périple à l'ouest, la population de la région du Cavally attend le bitumage de l'axe Guiglo-Zagné-Taï long de 85 km. Cette route est en très mauvais état, alors qu'elle dessert de nombreuses localités et connaît un trafic intense, signe d'une activité économique florissante. On peut partir de Guiglo à Taï, puis rallier Grabo à 85 km, poursuivre à Tabou et déboucher sur San Pedro, la deuxième ville portuaire *de la Côte d'Ivoire. « Le bitumage de cette voie va éviter aux populations et aux opérateurs économiques le fastidieux détour par Issia - Soubré pour joindre San Pedro. Ce projet, s'il est réalisé par le Président de la République, va désenclaver totalement la région du grand Ouest et impulser le développement de Taï et des villages de la zone »*, affirment maire de Taï, Bayala Hyppolite et d'autres cadres de la ville. Des usagers et autres opérateurs économiques rencontrés soulignent que cette route difficilement praticable, présente un demi-cercle qui permet de passer par Man pour rallier San Pedro.

Par ailleurs, cette route facilitera la sécurisation de cette route qui a connu beaucoup d'attaques subversives meurtrières qui ont endeuillé la région. Vu l'état de la route, les forces de défense et de sécurité rencontrent beaucoup de difficultés pour arriver sur les lieux et intervenir avec promptitude. Du coup, les malfrats profitent de cela pour installer l'insécurité dans cette grande zone productive agricole. De nombreuses sociétés agricoles et des particuliers y sont installés qui pratiquent toutes les spéculations : cacao, hévéa, palmier à huile, etc. Il y a en outre le parc national de Taï qui présente de nombreux atouts touristiques qui attireront des milliers de visiteurs et investisseurs. ■

SAINT-TRA BI

Centre de secours d'urgence

Un chantier à achever urgemment

Le gouvernement, dans sa volonté de rapprocher les secours des populations, a entrepris la construction de casernes des sapeurs-pompiers civils dans des villes du pays. Si certains de ces centres sont en activité dans des chefs-lieux de région comme Gagnoa, Bongouanou, Bouaflé, les travaux de celui du département de Guiglo sont au point mort. Lancé en 2017, ce chantier est à l'abandon. Le bâtiment inachevé situé à l'entrée de la ville, sur l'axe Bloléquin-Guiglo, est envahi par de hautes herbes. L'état de délabrement dans lequel il se trouve montre bien que le projet est en souffrance. Doh Dibahi Marcellin, directeur général de l'administration du conseil régional du Cavally, espère que la visite du Premier ministre sur le site permettra de relancer les travaux. Notre interlocuteur, le lundi 9 septembre, lors d'un entretien, a toutefois évoqué les raisons qui ont plombé le projet. Pour lui, c'est l'attributaire du marché de construction du centre de secours d'urgence qui peine à remplir son cahier des charges. « Nous constatons avec ahurissement que ce projet est en souffrance parce que l'attributaire du marché se montre, pour ainsi dire, défaillant en ce moment », a-t-il regretté. Avant de préciser que l'implantation de ce service de haute importance, à l'instar de ceux des autres chefs-lieux de région, vise à permettre de se déployer rapidement dans les départements de la région, sans attendre qu'une équipe technique vienne d'Abidjan, de Yamoussoukro ou de Bouaké pour secourir les sinistrés. « Dans la région du Cavally, notamment à Guiglo, en 2017, nous avons enregistré des inondations dues aux eaux qui bordent la ville et à Toulepleu également par rapport au fleuve Cavally. La réactivité des populations, des cadres et des élus a certes permis d'endiguer quelque peu les effets pervers de ces inondations. Mais avec l'implantation du centre de secours d'urgence ici, la réponse sera encore plus percutante », a-t-il expliqué. Avant d'appeler le gouvernement à se pencher sur ce chantier. ■

Une vue de la caserne des sapeurs-pompiers civils inachevée, envahie par de hautes herbes. (PHS : VÉRONIQUE DADIÉ)

K. MAMADOU

• Reprendre et achever le lycée municipal Gilles Thanry à Guiglo

L'établissement a besoin de plus de salles de classe pour accueillir davantage d'élèves.

A Guiglo, le chef du gouvernement visitera le collège moderne Thanry, le plus grand établissement secondaire public de la ville. Il a été construit par la société Thanry en vue de désengorger le lycée moderne qui compte plus de 8 000 élèves. Mais le projet n'est pas allé à son terme. Après avoir construit trois bâtiments, la société donatrice a connu des problèmes et a fini par mettre la clé sous le paillasson. Aujourd'hui, les filles et fils de la région plaident pour que l'État prenne la relève pour doter l'établissement de nouveaux bâtiments, en vue d'augmenter la capacité d'accueil. « *Quatre ans après l'inauguration du lycée, l'effectif augmente alors que le nombre de salles de classe n'augmente pas. La capacité d'accueil de l'établissement est largement dépassée* », explique un des responsables du système éducatif de Guiglo. L'éducation étant un des points clés du programme social du gouvernement, le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, a décidé de se rendre sur place pour s'imprégner de la situation, avant de prendre une quelconque décision ■

SAINT-TRA BI
ENVOYÉ SPÉCIAL DANS LE CAVALLY

• Réhabiliter et agrandir le pont à l'entrée de Guiglo

Le Pont N'Zo, l'entrée principale de la ville, en provenance de Duékoué.

Outre l'achèvement du projet de construction du collège Thanry, les ressortissants de Guiglo et tous ceux qui ont des intérêts dans la région demandent la réhabilitation du pont à l'entrée de la ville. Construit dans les années 1950, cet ouvrage qui a été réhabilité en 2018 par le Premier ministre n'offre qu'un passage à voie unique. « *Si ce pont est coupé, c'est fini. Car Guiglo n'a qu'une seule entrée et une seule sortie* », avertit le maire Baillet Ben Séverin. La question a été soulevée à maintes occasions et le préfet qui en a fait écho au sommet de l'État a promis qu'un pont à deux fois deux voies sera bientôt construit. Mais les populations qui s'impatientent entendent soumettre cet autre projet qui leur tient à cœur au chef du gouvernement qui a toujours prêté une oreille attentive à leurs préoccupations. Elles espèrent qu'il leur annoncera la construction, incessamment, d'un pont d'une plus grande capacité. ■

S.-TRA BI

• Une usine de décorticage de riz installée

Une des installations d'entreprise qui marchent en plein régime. (PHS : VÉRONIQUE DADIÉ)

Guiglo et toute la région du Cavally constituent une grande zone de production agricole. À côté des cultures de rente dont le cacao et l'hévéa, la riziculture occupe une place importante dans la région. Le riz, cette denrée qui constitue un maillon essentiel pour la sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire, sera bientôt valorisé. En effet, est en construction dans la ville de Guiglo une usine de décorticage de riz qui sera bientôt fonctionnelle. À en croire le directeur régional de l'Agriculture et du Développement rural, Brahima Ouattara, cette usine a été mise en place par l'Agence pour le développement de la riziculture (Aderiz) et a une capacité de 5 tonnes par heure. « *L'usine est totalement construite, il y a même eu déjà un essai et aujourd'hui on attend l'inauguration officielle* », a-t-il précisé. Cette installation contribuera à renforcer la riziculture dans le Cavally qui regorge de bas-fonds idéaux au développement de cette culture. Aussi, a ajouté Brahima Ouattara, un projet d'aménagement rizicole est en cours de préparation avec l'appui de la Fao pour être déployé dans le département. Toute chose qui, selon lui, devra permettre de « *gagner la bataille de la sécurité alimentaire* » ■

FAUSTIN ÉHOUMAN

• Une région avec de grandes potentialités

Une artère principale de la ville.

La région du Cavally tient son nom du fleuve Cavally qui sépare la Côte d'Ivoire du Liberia. Cette circonscription administrative dont les autochtones sont d'ethnie guéré a une superficie de 11 376 km2. Elle comprend quatre départements : Bloléquin, Taï, Toulepleu et Guiglo, le chef-lieu de région. La commune de Guiglo ou « Guinglo » signifie village du pardon, de la paix et de la raison en langue wê. La région présente d'immenses plaines, de nombreux et larges bas-fonds et des collines. L'altitude moyenne est de 300 m et la végétation est de type forestier dense et humide.
Le Cavally dispose de 7 aires protégées. À titre d'exemple, nous pouvons citer les forêts classées du Goin Débé (133 170 ha), du Cavally (64 200 ha), de Scio (88 000 ha), de Santé ainsi que le parc national de Taï (3500km2) qui est la réserve la plus protégée.
Le climat de la région, située à l'ouest de la Côte d'Ivoire, est de type subéquatorial, généralement chaud et humide. Elle est arrosée par plusieurs cours d'eau comme N'Zo, Doui, Nikla, Goin, Scio, Débé, Ze. Le département de Toulepleu est composé des sous-préfectures de Toulepleu, Pehe, Meo Bakoubly, Tiobly et Nezobly. Quant au département de Guiglo, il est constitué des sous-préfectures de Guiglo, Nizahon, Kaadé et Bédié Goazon. Celles de Diboké, Doké, Tinhou et Zeaglo forment le département de Bloléquin. Et dans celui de Taï, il y a deux sous-préfectures : Taï et Zagné.
L'agriculture de rente (le cacao, l'hévéa, le café, le palmier à huile, le colatier) est la principale activité économique de la région du Cavally. Les cultures vivrières comme le riz, le maïs, le manioc, la banane plantain et douce, l'igname et la patate sont aussi pratiquées par les populations. Sans oublier les cultures maraîchères (aubergine, piment, gombo, laitue, haricot), l'élevage traditionnel (bovin, ovin/caprin, porcin, aviculture), la pêche traditionnelle et la pisciculture. Le sous- sol de la région est riche en minerais, notamment l'or et le diamant ■

K. MAMADOU

Commission électorale indépendante

Les chantiers qui attendent le nouveau président

Les défis que doit relever le nouveau bureau de la Commission centrale de la Cei sont énormes. Le magistrat Coulibaly Kuibiert en est conscient, si bien qu'il a annoncé qu'il entend très vite prendre le taureau par les cornes.

L'heure n'est plus au discours. J'exhorte mes frères et collègues de la commission centrale à s'atteler à la tâche », a indiqué le nouveau président de la Cei, en annonçant les grands chantiers, dans son discours, au terme de la rencontre qui a sanctionné, le 30 septembre 2019, la mise en place du nouveau bureau de l'institution en charge de l'organisation des scrutins électoraux en Côte d'Ivoire.

Ces chantiers, il les a déclinés en plusieurs points, à savoir l'adoption du code électoral, la révision de la liste électorale, la mise en place des bureaux locaux, l'élaboration des titres d'électeur et des documents électoraux. Et surtout, faire en sorte que le lendemain des élections ne rime plus jamais avec les crises.

Pour le nouveau président de la Cei, l'acte du vote requiert nécessairement une réglementation basée sur des lois. Or, ces règles de base sont contenues principalement dans le code électoral. C'est pourquoi « nous allons nous atteler à adopter le code électoral », a déclaré Coulibaly Kuibiert, devant les nouveaux membres de la Commission électorale indépendante.

Coulibaly Kuibiert, le nouveau président de la Cei.
(PH: JOSÉPHINE KOUADIO)

Après quoi, il faudra procéder à la révision de la liste électorale, « document dans lequel sont enregistrés tous les électeurs ». Pour l'homme de droit, « si tous les électeurs sont des Ivoiriens, il reste que tous les Ivoiriens ne sont pas électeurs. Il faut donc faire en sorte que se trouvent sur cette liste, ceux qui remplissent les conditions pour être électeurs », a-t-il fait remarquer.

Le gros challenge...

Coulibaly Kuibiert a expliqué que des Ivoiriens qui étaient électeurs hier ne le sont pas forcément aujourd'hui, parce que certains sont décédés ou privés de leurs droits. A contrario, bien de personnes qui n'étaient pas électeurs le sont actuellement, car ayant atteint la majorité, ou ayant recouvré leurs droits. Dans tous les cas, exhorte-t-il, il y a lieu de faire en sorte que la liste électorale nettoyée « corresponde à la réalité ».

Autre défi auquel le président de la Cei compte s'attaquer pour une meilleure organisation des élections, c'est l'installation des commissions locales, émanations de la Cei centrale. Ces démembrements, il faut le souligner, s'articulent autour de la charpente administrative du pays : régions, communes, départements, sous-préfectures. «Il faudra installer la Cei dans toutes ces circonscriptions administratives, à l'effet de mener à bien notre mission sur toute l'étendue du territoire », a indiqué le nouveau chef de la Commission centrale.

Suivront l'élaboration des titres d'électeur, ainsi que les documents électoraux. Pour le remplaçant de Youssouf Bakayoko, il faudra également envisager des campagnes de sensibilisation et procéder à la formation du gotha de personnes dans l'environnement de l'organisation pratique des élections.

Le gros challenge des nouveaux membres de la Cei, c'est certainement le fait d'éloigner le spectre des crises dans le sillon des élections en Côte d'Ivoire. Leur président en a fait écho dans son allocution.

En Côte d'Ivoire, «les élections riment avec crises. Il faut que cela cesse. Il faut que nous fassions de sorte qu'il n'y ait plus de crise après les élections », a-t-il déclaré. «La tâche est peut-être difficile, mais pas impossible», a précisé, confiant, le patron des commissaires centraux■

MARCEL APPENA

Sénat/ Commission des Affaires sociales et culturelles

Le service civique de retour

Après l'adoption en commission, cette loi, devra être soumise en séance publique à l'ensemble des sénateurs, le 11 octobre prochain.

Face à l'indiscipline, à l'incivisme grandissant et au phénomène des enfants en conflit avec la loi, notamment, la Côte d'Ivoire va réinstaurer le Service Civique, comme le Président Félix Houphouët-Boigny l'a initié dès 1961. Et qui a dû s'estomper en 1981, en raison des difficultés financières de l'Etat.

Les jeunes dont l'âge est compris entre 18 et 35 ans sont concernés.

Les sénateurs, membres de la Commission des affaires sociales et culturelles (Casc) ont adopté à l'unanimité, le 1er octobre, à la Fondation Félix Houphouët-Boigny de Yamoussoukro, le projet de loi instituant le Service Civique en Côte d'Ivoire.

Dans son exposé des motifs, Siaka Ouattara, secrétaire d'Etat et émissaire du Président Alassane Ouattara n'a pas manqué d'arguments face aux 15 membres présents sur les 17 qui composent ladite commission, présidée par le vice-président Michel Coffie Benoît.

Aux sénateurs, Siaka Ouattara a expliqué que le présent projet de loi vise à instituer le Service Civique de type civil, qui prend en compte divers domaines prioritaires, à savoir l'éducation, la santé, l'agriculture, l'environnement, la solidarité et les faits de société.

Selon l'émissaire du Président Alassane Ouattara, le service civique est un ensemble d'actions tendant à l'épanouissement de la personnalité et à la socialisation de l'individu pour en faire un citoyen conscient de ses devoirs envers l'Etat et ses responsabilités envers la communauté sociale. Il se définit également, a-t-il poursuivi, comme un dispositif d'encouragement de la population dans toute sa diversité, à l'engagement citoyen avec pour objectif de renforcer la cohésion nationale.

Siaka Ouattara a en outre rappelé aux sénateurs que c'est dès 1961, que le service civique fut officiellement instauré en Côte d'Ivoire. Il comportait deux phases. Une phase de formation dans les camps portant sur la discipline militaire et l'éthique citoyenne des jeunes et une phase portant sur le goût des métiers de l'agriculture et de l'élevage.

«Mais plusieurs dysfonctionnements d'ordre institutionnel, administratif ainsi que l'absence de moyen financier pour l'installation des jeunes, ont conduit à l'arrêt du service civique. En effet, l'ancrage institutionnel du dispositif lui avait conféré une vision plus militaire que civile. En outre, l'absence de contrôle et d'organisation des jeunes et l'insuffisance de ressources financières et foncières, va freiner l'installation des jeunes ruraux dans leurs régions d'origine et faire dévier le dispositif de son objectif initial» a indiqué l'émissaire du gouvernement avant de faire remarquer qu'aujourd'hui la Côte d'Ivoire est confrontée à des problèmes d'incivisme et d'insuffisance d'adhésion à la cause d'intérêt général.

«Les actes posés au quotidien, traduisent en effet, un état de dégradation civique et morale. Cette situation a été aggravée par la crise postélectorale, avec pour levier amplificateur, la dislocation de la cellule familiale, la démission des parents et la faiblesse des institutions politiques, sociales et réglementaires »■

N'DRI CÉLESTIN

Les précisions du Conseil constitutionnel

Depuis le 30 septembre 2019, certains organes de presse écrite et en ligne diffusent des informations affirmant que Monsieur Coulibaly-Kuibiert Ibrahime, élu ce même jour, Président de la Commission Electorale Indépendante (CEI), cumulerait ses fonctions de Secrétaire général du Conseil constitutionnel et celles de Président de la Commission Electorale Indépendante.

Relativement à cette information erronée, le Conseil constitutionnel fait, à l'attention de la Communauté nationale et internationale, la mise au point suivante :

En application des dispositions pertinentes en cette matière, Monsieur Coulibaly-Kuibiert Ibrahime a été nommé membre de la Commission centrale de la Commission Electorale Indépendante par décret n° 2019-775 du 25 septembre 2019 au cours du Conseil des ministres tenu le 25 septembre 2019 à Dimbokro, et ce, au titre du Conseil Supérieur de la Magistrature.

Le lendemain 26 septembre 2019, le Président du Conseil constitutionnel a reçu du Secrétariat Général du Gouvernement la copie certifiée conforme de ce décret, aux fins de notification à l'intéressé, en service au Conseil constitutionnel, en qualité de Secrétaire général. Après l'accomplissement de cette formalité de notification, le Président du Conseil constitutionnel, en raison de l'incompatibilité entre les fonctions de Secrétaire Général du Conseil constitutionnel et celles de membre de la Commission Electorale Indépendante, a demandé à Monsieur Coulibaly-Kuibiert Ibrahime de lui donner sa démission, toutes affaires cessantes ; ce qui fut fait le même jour.

A cette même date, le Président du Conseil constitutionnel a, par décision d'attente n°35/PCC/CAB du 26 septembre 2019, procédé à la nomination de Monsieur Camara Siaka en qualité de Secrétaire Général par intérim, pour assurer la continuité du service public.

Mention de la démission de Monsieur Coulibaly-Kuibiert Ibrahime de son poste de Secrétaire Général a été faite aux visas de la décision de nomination de Monsieur Camara Siaka, laquelle décision a été lue par ce dernier à l'audience publique de prestation de serment des Commissaires Centraux de la CEI tenue le lendemain 27 septembre 2019.

Le même jour, a eu lieu, à 16 h 30, la passation des charges entre Monsieur Coulibaly-Kuibiert Ibrahime Secrétaire Général sortant et Monsieur Camara Siaka, Secrétaire Général par intérim.

En conséquence de tout ce qui précède, et contrairement à tout ce qui a pu être dit à ce sujet, Monsieur Coulibaly-Kuibiert Ibrahime ne cumule pas et ne saurait cumuler, en aucune manière, ses fonctions de Président de la CEI avec celles de Secrétaire Général du Conseil constitutionnel.

Sont joints à la présente mise au point :

-Le décret n° 2019-775 du 25 septembre 2019 portant nomination des membres de la Commission centrale de la Commission électorale Indépendante ;

-La lettre de démission de Monsieur Coulibaly-Kuibiert Ibrahime;

-La décision d'attente n°35/PCC/CAB du 26 septembre 2019 portant intérim du Secrétaire Général du Conseil constitutionnel

-Le procès-verbal de passation des charges entre Monsieur Coulibaly-Kuibiert Ibrahime, Secrétaire Général sortant et Monsieur Camara Siaka, Secrétaire Général par intérim du Conseil constitutionnel■

Fait à Abidjan,
le 1er octobre 2019
Le Service Communication
KONE DIOGO

Énergie, agriculture, éducation, santé…

Duncan entre lobbying économique et diplomatique à New York

Lors de son séjour aux États-Unis, le vice-Président ivoirien a rencontré plusieurs opérateurs économiques pour défricher plusieurs terrains dans un champ élargi d'investissement.

Du 21 au 26 septembre, le vice-Président de la République a représenté le chef de l'État Alassane Ouattara à la 74e Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies. Daniel Kablan Duncan est intervenu plus particulièrement lors du débat général annuel qui s'est déroulé du 24 au 30 septembre. En marge de cette activité de haute intensité diplomatique, le vice-Président ivoirien n'a pas chômé à son hôtel de New York. Des jours durant, il a reçu plusieurs personnalités. Kablan Duncan a discuté énergie, agriculture, éducation, santé, etc. Et les journées auront été aussi riches les unes que les autres. **Ainsi, de la journée du dimanche 22 septembre.**

Le vice-Président a échangé avec trois personnalités. D'abord John Nevergole, l'un des fondateurs du groupe ABD, une société américaine de financement et d'investissement. Présent dans plusieurs capitales africaines, le groupe a des projets de financement d'infrastructures sanitaires, portuaires et éducatives. Il s'agit notamment de la construction d'un centre de référence pour la radiothérapie et l'oncologie médicale à Grand-Bassam et d'une zone industrielle au Pk 26.

Ce centre hospitalier est annoncé comme avant-gardiste. Il devrait permettre d'accroître l'offre de traitement du cancer en Côte d'Ivoire, avec une capacité d'accueil de 200 lits.

La zone industrielle de Pk26 s'inscrit, elle, dans le cadre de la politique de décongestion de la place portuaire d'Abidjan. Le site devant abriter la plateforme logistique est situé sur l'autoroute du Nord, à 10 km du corridor de Yopougon-Gesco et s'étend sur une superficie de 25 hectares. Le parking camion aura une capacité d'accueil d'environ 800 à 1 000 camions et disposera d'un lieu de vie pour les transporteurs. Des opérations d'empotage et de dépotage des camions de l'hinterland s'y effectueront. Et un accès à la zone portuaire des camions sera également organisé à partir de cette plateforme, afin de réduire significativement les stationnements anarchiques sur le domaine portuaire qui contribuent à engorger le port d'Abidjan.

Rachel Duan, directrice de General Electric (à gauche) envisage de nouveaux partenariats avec la Côte d'Ivoire. (PHOTOS : DR).

La compagnie agricole Corteva, à travers son vice-Président Dana Bolden (à gauche) entend renforcer sa présence en terre ivoirienne. (PHOTOS : VICE-PRÉSIDENCE).

Après le groupe Abd, ce fut au tour de Mohamed Béavogui, Dg la mutuelle de gestion des risques dénommée African Risk Capacity (Arc), de parler partenariat avec le vice-président ivoirien. Créée en 2012, l'Arc est une institution spécialisée de l'Union africaine pour aider les États membres à mieux planifier, préparer et répondre aux catastrophes liées aux conditions météorologiques.

Enfin, le ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale de la Guinée Equatoriale, Simeón Oyono Esono Angue, dont le pays est, comme la Côte d'Ivoire, membre non permanent du Conseil de sécurité de l'Onu, a discuté avec Duncan de la coopération entre les deux États au sein de l'instance exécutive onusienne.

La journée du 23 septembre a vu défiler plusieurs autres hauts dignitaires américains du monde des affaires. Notamment Dana J. Bolden, vice-président de Corteva et Rachel Duan, directrice de General Electric (GE).

Avec Corteva, compagnie agricole, il s'est agi naturellement d'agriculture.

Corteva croit pouvoir offrir son expertise pour aider les agriculteurs ivoiriens à acquérir les « meilleurs techniques pour augmenter la production ». Surtout, pour ce qui concerne le maïs. Le groupe propose également des pratiques plus écologiques. En rencontrant le vice-Président Duncan à New York, Dana J. Bolden voulait, avant tout, présenter sa société, l'une des plus grandes au monde dans le domaine agricole.

Pour sa part, Rachel Duan a passé en revue les opportunités avec la Côte d'Ivoire. La firme intervient dans l'énergie, le transport, notamment l'aviation, et la santé.

En Côte d'Ivoire, GE est présent au niveau de la Compagnie ivoirienne de production d'électricité (Ciprel) à Vridi et dans la centrale d'Azito, à Yopougon. Avec une puissance de 556 Mw et une production annuelle estimée à 3 810 GWh, Ciprel constitue le premier projet à capitaux privés en matière de turbines à gaz. La centrale Azito fournit, elle, le tiers de la consommation ivoirienne en électricité.

GE qui fête ces 120 ans de présence en Afrique fournirait 70% de l'énergie thermique au Ghana. Le groupe approvisionne en énergie nombre de compagnies aériennes dans le monde.

Mercredi, le vice-président a (re)parlé d'alimentation avec la présidente du mouvement Sun, Meera Shekar, qu'il avait déjà rencontrée deux fois dans lors de son séjour. Le mouvement Sun lutte contre la malnutrition dans le monde. Et la Côte d'Ivoire vient d'obtenir récemment son ticket d'adhésion.

A l'agenda du représentant ivoirien à new York figuraient également des rencontres avec nombre d'autres dirigeants d'entreprise. Notamment Dara Khosrowshahi de Uber et Peter Tichansky de Business Council for International Understanding (Bciu). Uber œuvre dans la haute technologie. Bciu est spécialisé dans le conseil des entreprises. Kablan Duncan a effectué le déplacement de la capitale américaine avec plusieurs membres du gouvernement. Notamment les ministres des affaires étrangères, Marcel Amon Tanoh, de l'éducation nationale, Kandia Kamissoko Camara, de la Santé, Eugène Aka Aouélé, de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur, Ally Coulibaly, du Plan et du développement, Kaba Nialé, et de l'Environnement et du développement durable, Joseph Séka Séka. Le vice-Président ivoirien avait également à ses côtés l'ambassadeur de la Côte d'Ivoire aux États-Unis, Haïdara Mamadou ■

BENOIT HILI
(ENVOYÉ SPÉCIAL À NEW YORK)

Ils ont dit…

DANA J. BOLDEN
(Vice-Président de Corteva)
« Nous avons échangé sur comment soutenir les efforts des agriculteurs »

« Nous avons discuté de l'avenir de l'agriculture de la Côte d'Ivoire ; nous avons essayé de voir comment on peut appuyer le processus de l'augmentation de la productivité de l'agriculture ivoirienne. Nous avons discuté des meilleures pratiques à cet effet. Et comment la société Corteva peut soutenir les efforts des agriculteurs ivoiriens. »

RACHEL DUAN
(Directrice de General Electric):
« Nous avons parlé de partenariats »

« La Côte d'Ivoire est l'un des pays qui connaissent des taux de croissance très élevés ; et elle continue à le maintenir. Avec le vice-Président, nous donc avons parlé des partenariats qui existent déjà de longue date entre le groupe General Electric et la Côte d'Ivoire dans le secteur de l'énergie et de la santé. Cet entretien était également destiné à envisager de nouvelles opportunités de partenariat, notamment dans le secteur de la création d'énergie par la biomasse. Dans le secteur de la santé, il s'agit de voir comment combattre les maladies non transmissibles telles que le cancer. En gros, nous avons essayé de voir comment mettre en valeur des méthodes avancées numériques et la création d'énergie, domaines dans lesquels nous avons un savoir-faire de longue date ».

JOHN NEVERGOLE
(Dirigeant du groupe ABD):
« Nous avons parlé de nouveaux investissements »

« Nous avons parlé de deux projets que nous avons en Côte d'ivoire pour un portefeuille d'à peu près 350 millions de dollars (environ 210,462 milliards Fcfa). L'un est relatif au centre d'oncologie de Grand Bassam. Et l'autre porte sur un parc industriel au Pk 26. Nous avons parlé également de nouveaux investissements pour mobiliser, en accord avec le gouvernement, 300 millions de dollars (180,495 milliards FCfa), notamment dans le domaine de l'éducation. Ce projet devrait démarrer d'ici la fin de l'année. Nous avons aussi parlé de financement de tracteurs pour les petits fermiers ivoiriens ».

MOHAMED BÉAVOGUI
(DG de African Risk Capacity) :
« Nous espérons que la collaboration va continuer »

« C'est d'abord un plaisir de rencontrer mon grand frère Daniel Kablan Duncan. Malgré son emploi du temps chargé, il m'a donné l'opportunité de le rencontrer. Mais l'occasion, cette fois-ci, était difficile, je dirais. Difficile parce qu'il y a eu une sécheresse dans la zone centrale, comme vous le savez. La bonne nouvelle, c'est que la Côte d'Ivoire a souscrit à une assurance qui a déclenché. Le gouvernement va donc recevoir 440 millions de Fcfa au minimum pour faire face à cette sécheresse et aider les populations. Un séminaire a eu lieu la semaine dernière à Abidjan sur la meilleure manière d'utiliser ces ressources-là. Nous sommes satisfaits parce que la Côte d'Ivoire a été là quand nous en avions besoin. Nous espérons que cette collaboration va continuer ».

SIMEÓN OYONO ESONO ANGUE,
(Ministre de la Guinée Equatoriale) :
« Nous avons parlé de paix en Afrique »

« J'ai été reçu par le vice-Président de Côte d'Ivoire. Il s'est agi du renforcement de notre coopération dans les consultations sous régionales. Nous avons beaucoup parlé du Conseil de sécurité. Vous savez que nous sommes membres non permanent du Conseil de sécurité. Nous avons parlé de paix en Afrique et au niveau mondial du renforcement de notre coopération bilatérale d'amitié» ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
BENOIT HILI,
(ENVOYÉ SPÉCIAL À NEW YORK)

Couverture maladie universelle

Aka Aouélé : « C'est effectif dans les centres de santé »

Après une tournée dans deux centres de santé, au Plateau et à Blockhaus (Cocody), le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique a annoncé hier le passage à l'échelle nationale de la Couverture maladie universelle.

Avec ma carte de Couverture maladie universelle, j'ai payé seulement 850 francs au lieu des 6000 francs Cfa habituellement exigés pour faire l'échographie », a constaté hier Beugré Etienne, un adhérent de la Cmu, à la formation sanitaire Edmond Basque du Plateau. Comme lui, à Cocody Blockhaus, un autre patient est heureux de n'avoir payé que 150Fcfa sur 500 Fcfa au Centre de santé Henriette Konan Bédié. « *Ma carte Cmu m'a accordé une réduction de 70%. J'ai juste payé les 30% recommandés par cette assurance* », a-t-il fait remarquer, sous le regard approbateur du ministre en charge de la Santé, le Dr Aka Aouélé, et son collègue de la Protection sociale, Pascal Abinan Kouakou.

« *C'est effectif ! Nous sommes venus sur le terrain pour constater que le démarrage de la Couverture maladie universelle est effectif. Le programme social du gouvernement est en marche. Depuis Blockhaus, jusqu'au Plateau, nous nous rendons compte que c'est une réalité* », a confirmé le ministre Aka Aouélé.

Les ministres Aka Aouélé et Pascal Kouakou Abinan se sont dits confiants pour la réussite de la Cmu en Côte d'Ivoire. (PH : DR)

Le premier responsable de la Santé avait à ses côtés, le ministre de l'Emploi et de la Protection sociale et le directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam), Karim Bamba. Après sa tournée dans deux centres de santé urbains, il a lancé officiellement la phase effective de l'opération Couverture maladie universelle dans 75 centres de santé, au Plateau, à la Formation sanitaire Edmond Basque. « *Je voudrais dire à ceux qui doutent encore que le projet a bel et bien démarré ! Aujourd'hui, les soins de santé sont à la disposition des couches les plus vulnérables, de ceux et de celles qui, par manque de moyens, n'avaient pas accès aux soins de santé* », a insisté Aka Aouélé.

Il a saisi l'occasion pour rendre hommage au Président de la République « *qui pense aux Ivoiriens, qui voudrait que chaque membre de la population, où qu'il se trouve, puisse se faire soigner.* »

Le ministre a toutefois relevé que « *ce n'est pas parce que cela a commencé aujourd'hui que l'on doit dire que sur toute l'étendue du territoire, tout le monde peut avoir accès à la couverture maladie universelle, c'est un processus. En toute chose, il faut un commencement. Dès lors que cela a commencé, il faut espérer que tout le monde aura sa Cmu* », a-t-il nuancé.

« La Couverture maladie universelle est l'un des projets prioritaires du Président de la République et du Premier ministre. À l'issue de la visite des centres de santé, nous avons constaté que la Cnam a mis effectivement des outils à la disposition des centres pour l'opérationnalisation de cette instruction du chef de l'État. Nous avons ainsi assisté en direct au contrôle de l'identité de l'adhérent et de tous les éléments pour permettre d'éviter des fraudes », a affirmé Abinan Kouakou, ministre de l'Emploi et de la Protection sociale.

« Nous sommes sortis du tunnel »

« *C'est un jour exceptionnel. Nous sommes sortis du tunnel... Ce mardi 1er octobre, nous avons démarré les prestations de la Cmu au profit de ceux qui se sont fait enrôler, qui ont la carte. La plupart de nos centres de santé sont agréés à la Cmu. Nous avons démarré avec 725 centres. Ce nombre va augmenter progressivement* », a rappelé le directeur général de la Cnam, Bamba Karim.

Lancée le 30 décembre 2014 par l'enrôlement du Président de la République, la Cmu, programme social cher au Président de la République, entre ainsi dans sa phase d'opérationnalisation.

A la date du 23 septembre 2019, ce sont 1.548.742 personnes qui se sont enrôlées à la Cmu dont 190 522 démunies. Le nombre de cartes distribuées est de 631 698.

Depuis le 25 avril 2017, la Cmu a connu un début d'exécution avec la phase expérimentale du Régime général de base entamée avec la population cible d'environ 150 000 étudiants des établissements d'enseignement supérieur publics et privés dans les villes estudiantines d'Abidjan, Yamoussoukro, Bouaké, Daloa et Korhogo.

La Cmu a été instituée par la loi n°2014-131 du 24 mars 2014, en réponse à la précarité des conditions de vie des populations et singulièrement aux difficultés d'accès aux soins de santé. Ce programme est inscrit en pole position dans le Programme social du gouvernement ivoirien■

ISABELLE SOMIAN

Santé sexuelle des jeunes

Un projet pilote pour renforcer l'accès à la planification familiale

Dans le cadre de l'initiative santé et salubrité en ville, en son volet planification familiale, le district autonome d'Abidjan a entrepris la phase pilote du projet « *renforcement de la planification familiale et de la santé sexuelle et reproductive des jeunes* ». Sont concernés par ce projet, les élèves de 26 établissements scolaires des communes de Yopougon et d'Attécoubé.

Hier, une cérémonie de lancement officiel de cette phase a eu lieu à l'hôtel du district au Plateau. Il s'agit de mettre les collectivités locales au cœur des initiatives portant sur la santé sexuelle et de favoriser l'accès des jeunes à la planification familiale.

Séa Honoré, vice-gouverneur du district d'Abidjan représentant le gouverneur Beugré Mambé, dira que le phénomène des grossesses en milieu scolaire est une préoccupation avec plus de 4000 cas recensés en 2017. C'est pourquoi, il a affirmé qu'il est bon d'aider les filles à poursuivre leurs études sans qu'elles soient freinées par des grossesses non désirées. Le district se mobilise en vue de contribuer aux efforts nationaux en matière de santé sexuelle des jeunes ; et ce, avec l'appui de l'Association internationale des maires francophones (l'Aimf). « *Cette question nous interpelle tous. C'est pourquoi, nous devons conjuguer nos efforts pour endiguer ce fléau. Il est bon qu'en matière de sexualité, nous donnions des informations justes. La planification familiale est à prendre en compte dans l'éducation des enfants.* »

Le vice-gouverneur du district d'Abidjan, Séa Honoré, a présidé la cérémonie officielle de lancement du projet pilote. (PH : DR)

Ce projet de renforcement de la planification familiale est une expérience, soulignera Arianna Ardesi, conseillère et représentante du secrétariat permanent de (l'Aimf) pour améliorer les pratiques sur le terrain. Des échanges sur des questions concrètes avec les jeunes sont au menu des actions à mener.

Coulibaly Salif, au nom des communes bénéficiaires du projet, relèvera que la cellule familiale est le premier maillon de l'éducation d'un enfant. Il est bon que tous les efforts soient conjugués afin que ces derniers soient bien conseillés pour mieux se porter et se comporter bien à l'école. Il a fait remarquer que les communes de Yopougon et d'Attécoubé sont engagées pour leur bien-être. « *Nous sommes tous pour un meilleur encadrement des enfants* », a-t-il ajouté.

Le point sur la situation sera fait au cours d'un comité de pilotage et une visite de terrain au lycée moderne des jeunes filles de Yopougon. Où l'expérience de cet établissement sera partagée en la matière.

La fondation Bill et Melida Gates et des maires de pays africains étaient présents à cette cérémonie■

C. DALLET

Cocody / Hadj 2019

Pèlerins et organisateurs satisfaits

Le bilan de l'organisation du hadj 2019 à Cocody est positif. Au cours d'une cérémonie en leur honneur, le samedi 28 septembre, à la grande mosquée de la Riviera Golf, les pèlerins ont exprimé leur satisfaction quant à la qualité de l'organisation mise en place pour la réussite du cinquième pilier de l'Islam. Pour sa part, le comité d'organisation local a salué l'esprit de discipline des 565 pèlerins qui ont constitué le contingent de Cocody. Et dont la majorité a embarqué sur le vol 9. Selon El Hadj Blacky Koné, président du collectif des communautés musulmanes de Cocody, c'est un pari réussi. «Nous avons mis en place, cette année, un comité d'organisation constitué de jeunes dynamiques. Le challenge était de faire mieux que les années précédentes, en termes d'organisation», a-t-il expliqué. El Hadj Moustapha Diaby, premier vice-commissaire du hadj, a indiqué que c'est l'organisation du hadj ivoirien, dans son ensemble, qui a gagné en qualité et en maturité. À l'en croire, les autorités saoudiennes considère aujourd'hui la Côte d'Ivoire comme le meilleur exemple d'organisation du hadj en Afrique noire. «Les structures de gestion en Arabie saoudite manœuvrent pour avoir en charge les contingents ivoiriens. Ce qui n'était pas le cas, il y a quelques années», a-t-il souligné. Avant de rappeler que c'est le fruit du travail des différentes équipes concernées qui se sont investies dans une profonde restructuration de l'organisation du hadj, depuis quelques années, en Côte d'Ivoire. «Le modèle ivoirien fait école. Des pays tels que le Burkina Faso viennent s'abreuver à la source ivoirienne, comme ce fut le cas cette année», a-t-il ajouté. La cérémonie a été placée sous l'autorité spirituelle du président du Cosim, Boikary Fofana, et sous le parrainage du ministre de la Fonction publique, Issa Coulibaly.

Rappelons que pour cette édition du hadj, 6 000 places ont été attribuées au contingent étatique et 3 000 aux opérateurs privés■

DRAMOUS YÉTI

5ème revue du programme économique et financier triennal

Le Fmi confirme les bonnes performances de la Côte d'Ivoire

Une mission du Fonds monétaire international a séjourné en Côte d'Ivoire du 18 septembre au 1er octobre 2019 dans le cadre de la 5ème revue du programme économique et financier triennale conclu avec la Côte d'Ivoire.

Les perspectives économiques sont bonnes pour l'économie ivoirienne en 2019 et 2020. C'est ce qui ressort globalement de la mission du Fonds monétaire internationale en Côte d'Ivoire du 18 septembre au 1er octobre 2019. Objectif visé, mener des discussions sur la 5ème revue du programme économique et triennal soutenu par l'instituion grâce à des accords conclus dans le cadre de la facilité élargi du crédit et du mécanisme élargi de crédit. La déclaration de Céline Allard, chef de mission évaluation du Fmi pour la Côte d'Ivoire est édifiante : « *En dépit de la dégradation du contexte économique internationale, l'économie ivoirienne a montré de la résilience, de bonnes perspectives économiques sont prévues en 2019 et 2020* », a-t-elle souligné, à l'issue d'une audience accordée hier par le Président de la République Alassane Ouattara. Selon la chef de mission, tous les répères structurels portant sur la gestion de la dette publique, le suivi des entreprises publiques, la politique fiscale et l'administration budgétaire ont été mis en œuvre à l'exception d'un seul. La maîtrise de l'inflation est l'un des points positifs enregistrés par l'économie ivoirienne en 2019. Elle est restée faible, en dessous de la norme communautaire de 3% de l'union économique et monétaire ouest-africaine. En plus, le déficit budgétaire devrait atteindre 3% pour 2019, conformément à la norme de convergence au niveau de l'Uemoa et aux objectifs du programme, fait savoir la chef de délégation du fonds. Les recettes devraient continuer à augmenter tandis que les dépenses seront maîtrisées, selon Céline Allard.

PHOTO : FOTO DABNOGO

La séance de travail en les autorités ivoiriennes et la délégation du Fmi a été présidée par le Président de la Republique Alassane Ouattara

Le Fmi satisfait

du programme triennal

Céline Allard n'a pas manqué de souligner que, les services du Fmi et les autorités ivoiriennes sont convenues d'un accord pour l'extension du programme pour une durée d'un an sous réserve de l'approbation du conseil d'administration de l'institution de Bretton woods. La mission du Fmi et les autorités ivoiriennes se sont également accordé sur les politiques pour assurer la viabilité de la dette tout en créant un espace nécessaire pour financer le Pnd 2016-2020. « *Les deux parties se sont également accordés pour poursuivre la mobilisation des recettes domestiques en vue de créer des marges de manœuvre budgétaires nécessaires à la mise en place de politiques ambitieuses de développement et au renforcement des capacités à maîtriser la dette* », à-t-elle précisé.

Une gouvernance économique à saluer

Autre progrès réalisé, c'est le suivi rapproché des entreprises publiques et l'administration douanière. Sur ce point, le Fmi a marqué son satisfecit total. En outre, la chef de mission a félicité les autorités ivoiriennes pour les mesures prises pour renforcer le secteur de l'électricité, des mesures dit-elle, qui devraient sous-tendre une stratégie de développement ambitieuse. En ce qui concerne le secteur financier, il a été retenu que la mise en œuvre des nouvelles réglementations prudentielles conformes aux principes de Bales 2 et 3 contribuera à renforcer la stabilité du secteur. Toutefois, la chef de la mission note que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour finaliser la restructuration des banques publiques. En clair, à l'issue de cette mission d'évaluation, on retient que le programme de transformation économique de la Côte d'Ivoire continue à bien progresser. « *La transformation est tirée par le dynamisme de l'investissement privé et les efforts de diversification des exportations* », puis d'insister sur la mise en œuvre de politiques visant à réduire la pauvreté et à promouvoir la croissance inclusive. Le chef de l'Etat était pour la circonstance entouré de plusieurs membres du gouvernement dont le vice-Président de la République Daniel Kablan Duncan, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, Adama Coulibaly, ministre de l'économie et des finances et de Patrick Achi, secrétaire général de la présidence ■

EMELINE P AMANGOUA

Défis dans le secteur du logement/ Archibat

Koné Bruno appelle à une synergie d'actions

C'est reparti pour la 7e édition du Salon de l'architecture et du bâtiment (Archibat), depuis hier, sur le site du futur parc des expositions d'Abidjan (route de l'aéroport). A cette occasion, le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, Koné Bruno, a appelé les acteurs opérant dans la filière du logement à travailler ensemble pour faire face aux nombreux chantiers de ce secteur. Auquel cas, ce secteur pourrait être sinistré. « *Nous devons travailler en synergie pour relever tous les défis* », a lancé le représentant du gouvernement à l'ouverture du Salon. Il avait, à ses côtés, son collègue du Commerce et de l'Industrie, Souleymane Diarrassouba. « *Sans partage, sans ouverture, nous risquons d'être dépassés* », a averti Koné Bruno.

« *Habitat pour tous* », tel est le thème de cette édition qui mobilise plus de 300 exposants venus de plusieurs pays, selon le président du Conseil national de l'ordre des architectes (Cnoa), Abdoulaye Dieng. La Tunisie, pour cet important rendez-vous, est le pays qui est à l'honneur pour ce rendez-vous qui ferme ses portes ce 5 octobre. Ce thème, explique Koné Bruno, parrain de la cérémonie, s'inscrit parfaitement dans la vision du gouvernement qui travaille à mettre définitivement fin au « mal logement » dont souffre une bonne partie de la population. Rien qu'Abidjan, métropole de près de cinq millions d'habitants, le besoin en logement est estimé à quelque 500 000. Dans cette ville, environ un million de personnes vivent dans l'un des 132 quartiers précaires que compte la ville.

Pour mettre un terme à cette situation qui concerne également tout le pays, depuis 2011, un vaste programme présidentiel de 60 000 logements dont 50 000 à Abidjan, où vivent près de 20% de la population ivoirienne a été lancé. En 2015, ce programme est passé à 150 000 logements qui devraient être construits à l'horizon 2020. Mais la mise en œuvre de cet important projet cher au gouvernement, sur le terrain, fait face à de nombreuses difficultés. Celles-ci portent, entre autres, sur le coût élevé du logement social, la difficulté pour les acquéreurs et les promoteurs de bénéficier de financements, la faible capacité de production de logements promoteurs (entre 500 et 600). « *Nous sommes loin du compte* », fait remarquer le ministre. La sécurisation de l'Arrêté de concession définitive (Acd), la maîtrise de l'urbanisation galopante, etc., font également partie de ces défis. « *Les enjeux sont énormes, la volonté du politique est là. Nous allons continuer à travailler dans ce sens* », rassure-t-il.

Lors de cette cérémonie qui marquait le 12e anniversaire d'Archibat, l'actuel président du Cnoa a tenu à rendre un vibrant hommage aux initiateurs de ce projet qui fait la fierté du pays. A l'occasion, il a appelé l'Etat à aider les architectes à mettre fin au désordre dans le secteur. « *Nous ne pouvons plus continuer à accepter l'usurpation* », martèle Abdoulaye Dieng.

Grand rendez-vous de la construction, l'architecture, l'urbanisme, la décoration, etc., cette année, selon le commissaire général du Salon, par ailleurs patron d'Axes marketing, co organisateur de l'évènement avec le Cnoa, Ismael Boga, ce sont 3000 visiteurs qui sont attendus au quotidien. B to B, panels, expositions sont au programme ■

ANOH KOUAO

Cacao

Le Prix bord-champ fixé à 825 F Cfa

Le prix bord-champ du cacao pour la campagne principale 2019-2020 est connu. Il est de 825 F Cfa, soit une hausse de 10% par rapport au prix de l'année dernière, fixé à 750 F Cfa. Donnant la nouvelle hier à l'immeuble Caistab au Plateau, Lambert Kouassi Konan, président du Conseil d'administration du Conseil café-cacao, a dressé un bref bilan de la campagne écoulée : « *2018-2019 a été une campagne normale, mais fortement marquée par la vente spéculative, par la volatilité de la livre sterling en raison du Brexit... Dans l'ensemble, la qualité du produit marchand est demeurée bonne* », s'est réjoui l'ex-ministre d'Etat. Qui ajoute à propos du volet industriel que le broyage sur place en Côte d'Ivoire a connu une progression de 8%, s'établissant à près de 538.000 tonnes, confortant, selon lui, le pays dans son statut de premier broyeur de cacao au monde. « *Je voudrais féliciter tous les acteurs de la chaîne des valeurs pour le travail excellent accompli* », a-t-il complimenté ses collaborateurs. Et pour la campagne qui s'ouvre, le Pca du conseil café-cacao a indiqué que les mesures d'accompagnement demeurent. « *Le dispositif de contrôle des prix et de la qualité est maintenue* ». Quant à Yves Koné Brahima, directeur général du conseil café-cacao, il a mis en exergue les investissements (écoles, routes, centres de santé) réalisés dans les zones de production, avant d'insister sur la nécessité de la limitation de la production, « *nous devons contrôler notre production pour éviter l'effondrement des cours. En produisant trop, nous travaillons contre nous-mêmes* », a-t-il alerté. « *Que les planteurs soient à l'écoute des mots d'ordre que nous allons donner* », a lancé le directeur général du conseil café cacao ■

FRANCIS KOUAMÉ

Financements, infrastructures, formation…

Les opportunités de coopération qu'offre la Chine à l'Afrique

Grâce à ses nombreuses actions, notamment dans le cadre de son initiative « la Route et la ceinture », la Chine est passée premier partenaire des pays en développement. Le sujet a été largement abordé lors du séminaire de formation de journalistes d'Afrique francophone à Beijing, en août dernier.

L'une des actualités majeures de 2019 en Côte d'Ivoire aura été l'inauguration du Canal de Vridi élargi et approfondi du Port autonome d'Abidjan. Désormais, les plus grands navires peuvent entrer et accoster dans ce port. Si ce chantier a pu être réalisé, c'est grâce au concours de la Chine. En effet, 85% des 150 milliards de francs Cfa ont été décaissés par Eximbank Chine pour le redimensionnement de cet important ouvrage. Et c'est une entreprise chinoise qui a effectué les travaux. Au Congo (Brazzaville), le plus grand aéroport est une réalisation de la Chine.

Ce ne sont là que deux exemples du genre d'interventions que la Chine mène en Afrique dans le cadre de sa coopération avec le continent. Une coopération qui se veut le plus large possible en termes de domaines. Le commerce, la finance, les infrastructures, la santé, l'éducation, la culture, le tourisme, etc., tous les secteurs sont concernés.

En effet, la Chine (Choung Kwo en chinois) a opté pour la construction d'*«une communauté de destin Chine-Afrique marquée par le partage des responsabilités, la coopération gagnant-gagnant, le bonheur pour tous, la prospérité culturelle et la sécurité commune»*, comme l'a soutenu son Président Xi Jinping, lors de sa visite historique en Afrique en 2013 et à l'occasion du forum de Beijing sur la coopération sino-africaine, en septembre 2018.

Les travaux du plus grand barrage hydroélectrique de Côte d'Ivoire, Soubré... (PHOTO : PORO DAGNOGO)

D'où les nombreuses initiatives que le gouvernement a entreprises depuis plusieurs années en faveur des pays africains.

Ces initiatives ont été déroulées par Sun Jiwen, ancien ambassadeur de Chine au Gabon et d'autres personnalités chinoises, lors du séminaire de formation des journalistes d'Afrique francophone à Beijing en août dernier.

On note, entre autres, que pour accompagner l'industrialisation en Afrique, le gouvernement chinois encourage les entreprises chinoises à investir en Afrique. Une enveloppe de 10 milliards de dollars leur est réservée. Elles sont, d'ailleurs, de plus en plus nombreuses à répondre à cet appel. Ce qui fait le bonheur des pays d'accueil, soutient l'ancien ambassadeur, Sun Jiwen, c'est que *« la délocalisation des entreprises chinoises en Afrique est une chance de vulgarisation de l'industrialisation »*. À Djibouti, par exemple, une société d'origine chinoise spécialisée dans la fabrication de chaussures y est installée avec 4000 emplois créés. Dans ce pays, la Chine y déploie un parc industriel comme c'est le cas au Sénégal.

À propos des infrastructures, les financements chinois ne cessent de s'accroître en Afrique. La question des infrastructures tient particulièrement au pays qui est un monstre en la matière.

On se souvient que lors de sa tournée africaine, le Président Xi Jinping avait rassuré les gouvernements sur *« la détermination chinoise à accélérer l'établissement de partenariats avec l'Afrique pour la construction des infrastructures transnationales et transrégionales en vue de promouvoir l'interconnectivité entre les différents pays africains »*.

Qi Jianhua, professeur à l'Institut de diplomatie de Chine, qui a entretenu les journalistes sur le thème- du *système d'aide de la Chine à l'Afrique*- signale qu'une quarantaine d'accords de coopération avaient alors été signés, dont plusieurs portent sur de grands projets socio-économiques.

Pour mener à bien ses actions en faveur des Africains, la Chine a dégagé, entre autres fonds, 60 milliards de dollars pour ses appuis financiers. L'accent est surtout mis sur les aides sans contrepartie, les prêts sans intérêt et les prêts préférentiels.

Dans un souci de faciliter davantage les opérations, les autorités chinoises mettent un point d'honneur à encourager les institutions financières chinoises à ouvrir plus d'agences en Afrique. Il s'agit de favoriser la proximité entre les ressources financières et les projets.

La Chine ne se contente pas de financer des infrastructures en Afrique, la formation tient une part importante dans ses rapports avec le continent. Des opportunités de formation sont à la disposition des pays africains. 50 mille bourses ont été accordées en trois ans à des jeunes Africains formés dans les universités chinoises. Et le programme est loin de s'arrêter.

Au niveau de la santé, nombre d'États africains bénéficient du soutien du gouvernement chinois à travers de nombreuses initiatives. Elles vont de la construction d'établissements sanitaires à l'envoi de médecins chinois en Afrique. ■

ALAKAGNI HALA
ENVOYÉ SPÉCIAL

...et du canal de Vridi élargi et approfondi ont été réalisés grâce aux concours financiers d'Eximbank Chine. (PHOTO : P.A.A)

Et maintenant l'exportation vers la Chine

La Chine est connue pour être le champion du monde des exportations. Une performance qui ne cesse de croître. Mais, dans son programme de facilitation du commerce extérieur, le gouvernement œuvre à la facilitation des importations des marchandises des pays africains, notamment les produits manufacturés.

Plus de 5 milliards de dollars ont été consacrés par le gouvernement au financement des importations africaines en Chine.

Les entreprises africaines ont donc de réelles opportunités à saisir. Notamment, en ce qui concerne *« les produits verts, dont les besoins existent en Chine avec des potentialités énormes »*, soutient Li Jun, professeur à l'Université normale de Beijing.

Une chose est sûre, des entreprises africaines ont compris les bonnes dispositions des autorités chinoises au sujet de l'importation des produits finis. Cela a été remarqué lors de la première édition de la Foire internationale des importations qui a eu lieu en novembre 2018 à Shanghai. Nombre d'entre elles ont saisi l'occasion pour se vendre en Chine. ■

A. H

Les médias africains attendus en Chine

Les médias sont un pont entre les peuples chinois et africains. Ils doivent travailler afin que les deux parties se connaissent mieux. Ce qui contribuera à la promotion de leur amitié... Passons donc à la coopération des médias ». Voici une invite, on ne peut plus claire, que le directeur adjoint du Centre de formation du Groupe de publication internationale de Chine (Cipg), Li Heng Tian, lance aux médias des pays africains. Il a insisté là-dessus à la cérémonie de clôture du séminaire de formation des journalistes, le 4 septembre 2019.

On l'a remarqué, la Chine est prête à faire beaucoup pour que ses partenaires africains la connaissent par leur propre expérience et non à travers « les fausses images présentées par les médias occidentaux », indique le directeur adjoint du Centre de formation (Cipg).

Les multiples programmes de séminaires et de visites concoctés par le gouvernement à l'intention des journalistes africains répondent à cet objectif. Ceux-ci sont mis directement en relation avec les médias chinois.

Cette année encore, les journalistes africains ont pu découvrir toute la puissance de ces médias qui font rêver. Ils ont pu surtout noter les opportunités de coopération qu'ils pourraient avoir avec ces médias créés pour « faire connaître la Chine au monde, faire connaître le monde en Chine, informer le public sur le monde et renforcer l'amitié et la compréhension entre tous les peuples du monde ».

Des journalistes de sept pays d'Afrique francophone, en séminaire à Beijing, ont été instruits sur les opportunités qui existent en Chine. (PHOTO : A. HALA)

Parmi les géants chinois de la communication, il y a Radio Chine internationale (Rci) du Groupe de medias de Chine (Cmg). Créée le 3 décembre 1941, elle a lancé son programme français le 5 juin 1958. Elle opère en 65 langues, dont des langues africaines (Haussa, Swahili). Dans son ambition d'atteindre avec beaucoup plus d'efficacité ses objectifs, Rci ouvre des FM à travers le monde. Il y a pour le moment sept pays d'Afrique francophone qui sont dans le pipeline. À savoir le Sénégal, le Niger, le Congo-Brazzaville, la République centrafricaine, la Mauritanie, les Comores et Djibouti.

La directrice adjointe du Département français, Yang Xiaolan, invitée à exposer sur la contribution du Cmg à la communication en Afrique, au séminaire de formation des journalistes, a fait savoir que le groupe reste ouvert : « Si une radio souhaite nouer un partenariat avec la Rci, qu'elle s'adresse à l'ambassade de Chine dans son pays ». Et la coopération pourrait se faire, par exemple, à travers des échanges de programmes.

Au nombre des grands medias, il y a l'Agence chinoise de presse. Elle possède 180 bureaux à l'étranger. Les dépêches sont publiées en 9 langues. L'Agence est présente dans 24 pays africains francophones. Elle a signé des accords avec la plupart des pays d'accueil.

Dans la kyrielle des géants du monde des médias chinois, il y a la société Star Times, spécialisée dans la distribution de programmes télé qui pointe le nez en Afrique. C'est une autre opportunité pour les opérateurs africains du secteur pour faire de bonnes affaires.

Au niveau des provinces de Chine, des opportunités de coopération existent aussi pour les médias africains. En témoignent les propos du rédacteur en chef du site internet GOG.CN, Hu Tao : « *Nous voulons renforcer la coopération avec l'Afrique (...)* ». Cette plateforme numérique basée dans la province de Guizhou est spécialisée dans le commerce électronique dédié au monde agricole. Elle commercialise plus de 20 mille produits pour 3000 entreprises. ■

A. HALA

Repère

SOLIDARITÉ. Bien que n'ayant pas encore sorti totalement sa population de la pauvreté, la Chine, selon ses autorités, vient en aide à l'Afrique au nom de son attachement à la solidarité. « Il ne faut pas attendre d'être très riche avant d'aider », lance Qi Jianhua, professeur à l'institut de Diplomatie de Chine.

CEINTURE. Le 2e forum de la Ceinture et de la route qui a eu lieu à Beijing, du 25 au 27 avril 2019, a vu la participation de 37 Chefs d'État et de gouvernement. 283 documents de coopération ont été signés avec plusieurs États. Valeur des contrats : 64 milliards de dollars.

FONDS. Le Silk road funds (Fonds de la Route de la soie) a été doté de 40 milliards de dollars en 2014 par l'Etat chinois.

DOUBLAGE. Radio Chine internationale a une mission de doublage de films chinois en langues étrangères. Ainsi, cinq séries télévisées chinoises et 26 films chinois ainsi qu'une dizaine d'épisodes de documentaires chinois ont été doublés en français par des Sénégalais durant 6 mois en 2013. Les comédiens sénégalais ont été recrutés à la suite d'un casting. ■

Télé par satellite gratuite pour 500 villages ivoiriens

Le responsable des relations publiques du groupe StarTimes, David Courbe, présente le kit de connection. (PHOTO : A. HALA)

Sur décision du Président de la Chine, Xi Jinping, le gouvernement chinois a décidé de connecter gratuitement 10 mille villages africains aux programmes de télévision par satellite.

La société chinoise de distribution de programmes télé, StarTimes, a été choisie pour mener l'opération. Elle est en cours déjà dans plusieurs localités du continent. En Côte d'Ivoire, ce sont 500 localités qui en bénéficieront, a-t-on appris auprès des responsables de la filiale ivoirienne de StarTimes.

Les kits de connexion sont composés de paraboles, téléviseurs, projecteurs, de panneaux solaires et de décodeurs.

Les habitants des villages sélectionnés bénéficieront de 20 chaînes gratuites et un bouquet spécial à coût réduit (1 à 3 dollars). Des techniciens seront formés pour entretenir les installations dans chaque localité.

Fau-t-il le noter, l'opérateur StarTimes, commis à cette action citoyenne, est sur le marché ivoirien depuis 2016. La société est présente dans 30 pays africains. ■

A. H

Tourisme, la mine d'or qui dort

La Chine est la plus grande pourvoyeuse de touristes au monde. En 2018, ce sont 160 millions de touristes chinois qui ont fait le tour du monde. Mais l'Afrique ne fait pas encore partie de leurs destinations préférées. Leurs lieux de prédilection restent l'Asie, l'Europe et les États-Unis.

Le tourisme chinois est bel et bien une autre opportunité économique que pourrait saisir l'Afrique. « *Ce serait une bonne chose pour les pays africains de capter au moins 10% de l'effectif des touristes chinois* », note Li Jum, Professeur à l'Université normale de Beijing.

Du fait que les pays africains sont souvent de petite taille, Li Jum préconise qu'ils se mettent ensemble en mutualisant leurs stratégies. Cela pourrait se traduire par la création de circuits touristiques communs à vendre aux millions de touristes chinois.

Malheureusement, les Chinois ne connaissent pas l'Afrique. D'où l'appel du professeur Li Jum aux médias. « *Ils ont un rôle à jouer. Ils peuvent contribuer à lever les préjugés défavorables* », explique-t-il.

Apparemment, le Maroc a des chances de prendre de l'avance en Afrique. Une ligne aérienne directe est en passe d'être ouverte entre les deux pays. Tout est prêt. Rabat a mis fin au visa. « *Le Maroc peut espérer 200 mille touristes chinois sur ses terres* », soutient Sun Jiwen, ancien ambassadeur de Chine au Gabon.

La Côte d'Ivoire vient de s'engager aussi dans un processus intéressant avec la Chine. Un mémorandum de collaboration sur une kyrielle de projets touristiques a été signé récemment à Abidjan. Il s'agit, entre autres, de la création de la station touristique internationale de Sassandra, la construction du parc d'attraction de Jacqueville, la création du parc aquatique d'Assinie, de l'aménagement du littoral de Port-Bouët, de la construction des Relais Paillotes et de l'aménagement de pavillons touristiques à thèmes sur le Boulevard de Marseille à Abidjan Marcory.

Après le passage des tours operators chinois en octobre-novembre 2018, cette opération est une bonne nouvelle pour la Côte d'Ivoire dans la conquête des touristes chinois. Faut-il le noter, ils constituent d'autant plus une « *mine d'or* » à exploiter qu'ils sont non seulement les plus grands acteurs du tourisme mondial, mais aussi ceux qui effectuent les plus grosses dépenses parmi tous les touristes au monde. ■

A. H

Demain

Voyage au paradis du thé

CAMPAGNE CACAOYÈRE 2019-2020

Le prix bord-champ du kg de cacao fixé à 825 fcfa

Le Conseil café-cacao va plafonner la production à 2 millions de tonnes

Le prix bord-champ du kilogramme de cacao au titre de la compagne de commercialisation 2019-2020 a été fixé à 825 fcfa. C'est le Conseil du café-cacao (Ccc) qui a donné officiellement l'information, hier mardi 1er octobre 2019, au cours d'une conférence de presse marquant la deuxième journée de la Journée nationale du cacao et du chocolat (Jncc) 2019 qui s'est ouverte le 30 septembre à Abidjan-Plateau. Ce montant ainsi arrêté, représente une augmentation de 10% du prix d'achat bord-champ du cacao en Côte d'Ivoire comparativement à la campagne précédente où le prix d'achat aux producteurs était fixé à 750 fcfa.

Cette hausse s'inscrit dans la vision du gouvernement d'œuvrer à garantir un revenu décent aux producteurs de cacao, maillon essentiel de la chaîne de l'industrie cacaoyère. Dans son propos face aux producteurs qui ont effectué nombreux le déplacement de la Caistab où se tient la 6e édition de la Jncc, le Président du conseil d'administration (Pca) du Ccc, Lambert Kouassi Konan, s'est félicité de ce que le cacao ivoirien a gagné en qualité pour se hisser au même niveau que celui du Ghana. «*Le standard qualité de notre cacao a été relevé. Notre cacao était de seconde qualité. Désormais il est au même niveau que celui du Ghana*», s'en est réjoui le Pca.

Le prix bord-champ du cacao au titre de la campagne 2019-2020 est connu depuis hier. (Ph. DR)

Pour sa part, le directeur général du Conseil café-cacao, Yves Brahima Koné, a abordé les perspectives à mettre en œuvre pour cette campagne qui vient de s'ouvrir. Il en a énuméré principalement quatre. Premièrement, il a avancé la poursuite des actions visant à améliorer les revenus des producteurs et leurs conditions de vie. Ensuite, il s'est appesanti sur la maîtrise et la stabilisation à environ 2 millions de tonnes de la production nationale de cacao. Sur ce point précis, le Dg du Ccc estime qu'une surproduction conduira à une surabondance de l'offre mondiale et provoquera la chute des cours mondiaux. «*C'est le lieu d'interpeller nos producteurs et de les inviter à arrêter toute création et renouvellement de leurs plantations*», a souligné Yves Brahima Koné. Il a aussi fait savoir que le Conseil va travailler à la mise en place d'un système de traçabilité fiable pour donner davantage confiance aux partenaires commerciaux. Enfin, il a noté que pour la campagne 2019-2020, les actions déjà initiées pour le bien-être des producteurs vont se poursuivre et s'intensifier.

Yves Brahima Koné a commenté des préoccupations portant sur le prix du kilogramme qui selon certains acteurs, serait de 900 fcfa chez le voisin ghanéen. Il a noté, en effet, qu'un tel montant, ramené à la réalité ivoirienne, correspondrait à celui fixé en Côte d'Ivoire. Ce, d'autant plus que, croit-il savoir, le Ghana connaît une inflation (de sa monnaie) de 10 %. Autre fait qu'il a tenu à relever, c'est que le gouvernement fait beaucoup d'efforts, prenant comme justificatif, le fait qu'en Côte d'Ivoire, depuis quelque temps maintenant, le prix bord-champ, au titre de la campagne intermédiaire ne change pas. Cela, quand bien même, il y a une réduction de 20 % sur le prix à l'international lors des campagnes intermédiaires.

Elysée LATH

PROPOS RECUEILLIS

N'zi Bernadette (responsable des femmes productrice de la direction régionale de Bongouanou):

«Je suis très heureuse et très contente du prix»

«Je suis très heureuse et très contente du prix. On nous a acheté le cacao à 500 fcfa. Ça progressé au fur et à mesure et la dernière campagne, nous étions à 750 fcfa. Aujourd'hui, le gouvernement a ajouté 75 fcfa là-dessus. C'est bon à prendre. Le planteur est content. Je suis très heureuse».

Soro Pénatirgué (Pdt de l'Association nationale des coopératives agricoles de Côte d'Ivoire) :

«Nous sommes très satisfaits»

«Nous sommes très satisfaits de ce nouveau prix de 825 fcfa. C'est une progression comparativement au prix de la campagne dernière. Nous pensons que ce prix pourrait permettre aux producteurs d'améliorer sensiblement leurs revenus».

Doumbia Kefa (producteur dans le département de Sipilou) :

«Nous ne sommes pas contents»

Nous nous attendions à 1 000 fcfa. Nous avons appris qu'au Ghana, c'est 900 fcfa. Le gouvernement aurait pu nous donner 900 fcfa comme le Ghana et personne ne se plaindrait. Mais, il a donné 825 fcfa. Nous ne sommes pas contents. Avec un prix bord-champ de 825 fcfa, a combien pensez-vous que les acheteurs vont prendre nos produits dans les champs ? Ils ne prendront pas à 825 fcfa. Les acheteurs diront qu'ils n'ont pas la petite monnaie. C'est sûr qu'ils vont nous couper les 25 fcfa.

Bernard Kouassi Kouamé (Pdt de la Plateforme nationale des organisations des producteurs de café-cacao) :

«On espérait avoir mieux que ça»

Ce prix est bon à prendre parce que même si on espérait avoir mieux que ça, les techniciens ont travaillé et ils ont donné ce qu'ils peuvent. On dit que la plus belle femme ne peut donner que ce qu'elle a. Nous prenons cela comme ça et nous lançons un appel au gouvernement, à tous les acteurs, de faire en sorte que chaque année, le revenu des producteurs augmente. Parce que le travail de cacao est difficile. Quand on a un meilleur prix, cela encourage les producteurs, et surtout la nouvelle génération qui veut retourner à la terre.

Propos recueillis par Elysée LATH, coll. Chadon ABE (Sg)

FINANCEMENT DES PME

Félix Anoblé présente ses projets à la Banque mondiale

Le ministre de la Promotion des Pme, Félix Anoblé s'est entretenu, le mardi 1er octobre 2019, dans les locaux de son ministère sis à Abidjan-Plateau avec une délégation de la Banque mondiale conduite par Maria Kim, spécialiste principale du secteur privé. Cette rencontre initiée par Félix Anoblé lui-même, avait pour objectif principal de faire connaître aux dirigeants de l'institution bancaire, les projets phares dudit ministère en vue de bénéficier de son accompagnement. «*Nous avons présenté de manière succincte l'ensemble de nos projets à la Banque mondiale pour que nous puissions voir ensemble les projets sur lesquels elle peut nous accompagner afin de réussir notre mission et participer ainsi au bonheur des Pme ivoiriennes*», a-t-il affirmé. Le premier responsable des Pme en Côte d'Ivoire, a souligné que parmi les différents projets soumis, l'accent sera mis sur le «*programme phœnix*». Le programme phœnix est un programme de facilitation à l'accès aux financements et au marché, au renforcement des capacités techniques et managériales des entreprises, à l'amélioration du climat des affaires des Pme et au développement de la culture entrepreneuriale et de l'innovation. Au terme des échanges, le ministre Félix Anoblé a exprimé sa joie et sa gratitude à ses hôtes puis a traduit sa disponibilité à travailler de concert avec la Banque mondiale afin d'adresser la question du financement des Pme. «*Les choses se sont passées convenablement. Nous avons posé les problèmes que nous rencontrons et nous pensons que la problématique et le fonctionnement des Pme seront améliorés d'ici peu*», a-t-il conclu.

Le ministre Félix Anoblé (4e à Dr), attend beaucoup de cette rencontre. (Ph. DR)

Venance AKA (Stg)

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION / DÉLIVRANCE DES ACTES ADMINISTRATIFS

La Habg exige l'affichage des services payants

Dans un communiqué signé du président de la Haute autorité pour la bonne gouvernance (Habg), N'golo Coulibaly daté du 30 septembre 2019, l'institution de lutte contre la corruption en Côte d'Ivoire entend mettre fin aux rançonnements d'usagers de services publics par des agents véreux. Ci-dessous le communiqué de la Habg.

En application des dispositions légales en vigueur, il est rappelé aux services publics de l'État et des collectivités territoriales, qu'il est interdit d'imposer le paiement non autorisé par les textes de sommes d'argent aux usagers, pour la délivrance des actes administratifs.

La Haute autorité pour la bonne gouvernance recommande fortement à tous les responsables de services publics, l'affichage de la liste des actes délivrés, ainsi que les coûts et les délais de la délivrance. L'affichage qui constitue une exigence de transparence de l'ordonnance 2013-660 du 20 septembre 2013 fera l'objet de vérification dans les prochains mois.

La Haute autorité pour la bonne gouvernance recommande également aux usagers de dénoncer auprès des supérieurs hiérarchiques les paiements de sommes d'argent qui leurs sont imposés directement ou indirectement pour se procurer les actes administratifs dont ils ont besoin.

Les usagers peuvent aussi saisir la Habg aux contacts suivants : 22 47 95 00 / Email : info@habg.ci

La Haute autorité pour la bonne gouvernance se chargera de mener, en relation avec les services publics compétents, les investigations nécessaires et faire sanctionner les agents fautifs.

N.B.: Les titres et le chapo sont de la Rédaction